

2. Marché bancaire

Au **quatrième trimestre 2004**, les crédits transfrontières des banques déclarantes ont été alimentés par l'activité interbancaire, notamment par les opérations au sein de la zone euro et les prêts en dollars EU aux établissements des grandes places financières. Les créances sur le secteur non bancaire se sont accrues, elles aussi, stimulées en partie par les emprunts des places franches et des autres principaux centres financiers, mais surtout par la demande de la clientèle au Japon et aux États-Unis.

Le monde émergent a été emprunteur net, avec des différences d'une région à l'autre. D'importants dépôts se sont traduits par des sorties nettes d'Amérique latine, alors que des retraits par les banques en Chine et en Corée ont donné des entrées nettes dans la région Asie et Pacifique. L'Europe émergente a enregistré des apports nets pour le deuxième trimestre consécutif, grâce à une augmentation sensible des créances des banques en Russie.

Les banques déclarantes ont acquis davantage de titres de dette, parallèlement à l'essor de l'obligataire au sein de la zone euro et au creusement du déficit extérieur des États-Unis. Les statistiques BRI montrent également que les banques étrangères intensifient depuis quelques années leurs activités locales. Si, pour les opérations internes, elles restent moins présentes dans la zone euro qu'aux États-Unis, les créances transfrontières représentent une part croissante du crédit total aux agents non bancaires dans la plupart des pays industrialisés (premier encadré).

L'interbancaire alimente la croissance des créances

Associé à une forte hausse des crédits au secteur non bancaire, l'essor de l'interbancaire a gonflé les créances transfrontières des banques déclarantes de \$571 milliards, à \$19 200 milliards (tableau 2.1), d'où une augmentation globale légèrement plus rapide en glissement annuel, à 14 % (graphique 2.1).

L'activité interbancaire s'est accélérée au quatrième trimestre 2004. Plus de la moitié de la progression, soit \$338 milliards, a pris la forme de prêts, essentiellement en dollars (\$227 milliards, surtout au bénéfice des places franches). Une hausse des transactions au sein de la zone euro a contrebalancé le repli des encours sur les États-Unis et le Royaume-Uni, et renforcé de \$58 milliards les créances interbancaires en euros.

Intensification de
l'interbancaire...

Créances transfrontières des banques								
Variation d'encours, hors effets de change ; en milliards de dollars EU ¹								
	2002	2003	2003	2004				Encours à fin déc. 2004
	Année	Année	T4	T1	T2	T3	T4	
Total	740,1	1 075,1	315,8	1 228,8	240,2	235,1	571,0	19 192,9
secteur bancaire	425,0	530,2	277,1	819,8	191,5	33,3	338,1	12 261,3
secteur non bancaire	315,2	544,9	38,7	409,0	48,7	201,7	232,8	6 931,7
Prêts : secteur bancaire	395,1	452,2	249,5	722,6	120,7	-102,1	259,1	10 427,2
secteur non bancaire	103,8	276,4	17,9	200,4	-22,8	52,1	113,2	3 496,1
Titres : secteur bancaire	36,3	75,6	34,9	75,7	56,5	24,0	44,9	1 360,8
secteur non bancaire	202,2	208,5	6,7	189,9	32,1	136,9	48,1	2 968,0
Total par monnaie								
Dollar EU	260,3	584,2	259,6	612,9	33,5	-26,6	292,0	7 744,9
Euro	458,0	503,4	53,6	399,1	87,0	216,0	139,5	7 713,1
Yen	-62,8	-128,9	-45,2	-21,3	57,5	106,7	-23,2	1 156,1
Autres monnaies ²	84,5	116,5	47,8	238,1	62,2	-61,0	162,7	2 578,8
Par résidence de l'emprunteur non bancaire								
Économies avancées	315,1	458,8	47,1	348,2	15,7	138,5	127,0	5 387,0
États-Unis	153,1	179,6	53,0	91,3	-38,9	47,1	28,5	1 664,1
Zone euro	117,4	157,3	-17,7	151,1	33,2	10,3	42,1	2 467,5
Japon	4,1	38,4	-5,2	0,1	21,4	15,5	35,6	268,4
Places franches	18,8	99,8	-10,2	41,6	33,9	61,7	54,5	845,5
Économies émergentes	-16,5	5,0	3,1	23,9	1,9	0,0	18,8	609,5
Non attribué ³	-1,0	-19,8	1,1	-1,5	-0,2	-1,4	32,2	58,1
Créances locales ⁴	44,5	414,9	94,0	188,6	34,8	6,8	-14,7	2 648,9

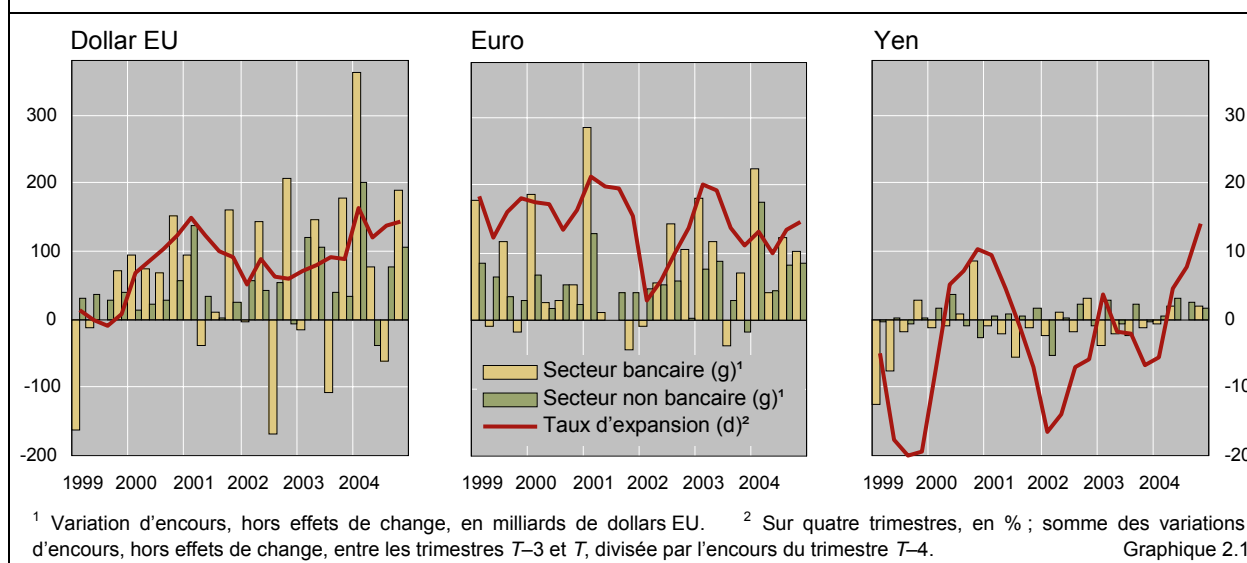
¹ Chiffres non corrigés des variations saisonnières. ² Y compris monnaies non attribuées. ³ Y compris créances sur les organisations internationales. ⁴ Créances en devises sur les résidents. Tableau 2.1

L'exposition sur la clientèle non bancaire a également affiché une hausse notable, pour le deuxième trimestre consécutif. Tirées par les prêts, les créances se sont accrues de \$233 milliards, à \$6 900 milliards. Plus du quart est allé aux agents non bancaires dans les places franches et au Royaume-Uni, où le secteur financier non bancaire est très actif. L'encours sur les résidents de ces zones représente 21 % du total des créances sur les agents non bancaires, contre 19 % un an auparavant et 17 % à fin 2002.

Ailleurs, ce sont les créances sur le secteur non bancaire au Japon et aux États-Unis qui ont le plus augmenté. Les banques situées au Royaume-Uni et aux États-Unis ont accordé \$15 milliards de prêts et acquis \$21 milliards de titres de dette et d'actions émis par les agents non bancaires au Japon. Il s'agit de la quatrième hausse consécutive des créances sur ces emprunteurs, dont l'encours total a été porté à \$268 milliards. Dans le cas de la clientèle non

...et du crédit aux agents non bancaires aux États-Unis et au Japon

Créances transfrontières des banques, par secteur et par monnaie



bancaire aux États-Unis, l'encours s'est étoffé de \$29 milliards, grâce exclusivement aux investissements en titres de dette et actions¹.

Les banques orientent les dépôts vers les titres de dette

La montée des placements en titres de dette...

Depuis au moins le milieu des années 90, les banques déclarantes se détournent des prêts traditionnels en faveur des titres. Ainsi, les dépôts reçus servent de plus en plus à acquérir des obligations libellées en euros et dollars. L'encours net de leurs créances en titres s'est accru, de \$604 milliards fin 1995 à \$2 400 milliards (graphique 2.2). Parallèlement, leur position nette prêts moins dépôts est passée de -\$422 milliards, mi-1995, à -\$2 300 milliards.

...coïncide avec l'essor de l'obligataire dans la zone euro...

Cet investissement net en titres de dette concerne surtout le segment euro et reflète la progression de l'obligataire dans la zone depuis l'avènement de la monnaie unique (graphique 2.2, cadre de droite). Depuis 2000, dans la zone euro, les entreprises non financières se financent de plus en plus par émission d'obligations, et l'encours de la dette publique ne cesse de croître (graphique 2.3, cadre de gauche)². Cette évolution se retrouve dans la composition du bilan des banques déclarantes. L'encours net des créances sous forme de titres en euros sur les agents non bancaires de la zone a plus que doublé (de \$631 milliards à \$1 400 milliards) depuis le premier trimestre

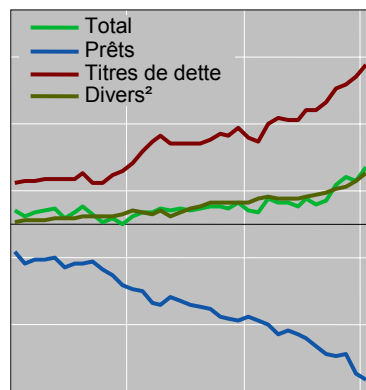
¹ Globalement, l'encours des prêts est resté stable : une contraction de \$56 milliards pour les banques des places franches a contrebalancé l'accroissement pour les établissements au Royaume-Uni, au Japon, en Suisse et dans la zone euro.

² D'après les données de la BCE sur les principaux engagements des entreprises non financières de la zone euro, l'encours des titres de dette est passé de €363 milliards au premier trimestre 2000 à €613 milliards au troisième trimestre 2004, soit de 11 % à 14 % du total de leurs principaux engagements. Sur la même période, l'encours de la dette publique des pays de la zone euro a grimpé de €3 600 milliards à €4 600 milliards, soit de 80 % à 83 % du total.

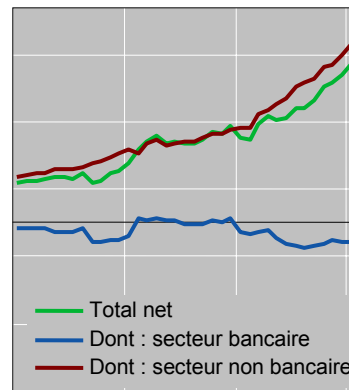
Créances nettes¹ des banques déclarantes

En milliards de dollars EU

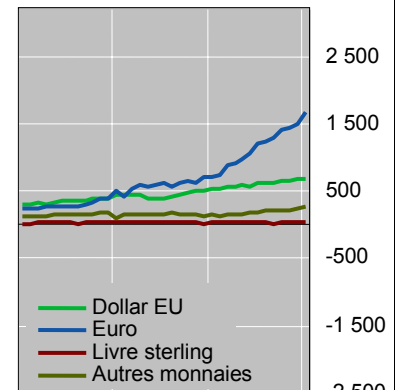
Par instrument



Titres de dette, par secteur



Titres de dette (secteur non bancaire), par monnaie



1995 1998 2001 2004

1995 1998 2001 2004

1995 1998 2001 2004

¹ Différence d'encours entre créances et engagements des banques déclarantes vis-à-vis de l'ensemble des pays. ² Essentiellement actions. Graphique 2.2

2002. Les obligations italiennes viennent à la première place, suivies des allemandes et des néerlandaises (graphique 2.3, cadre du milieu).

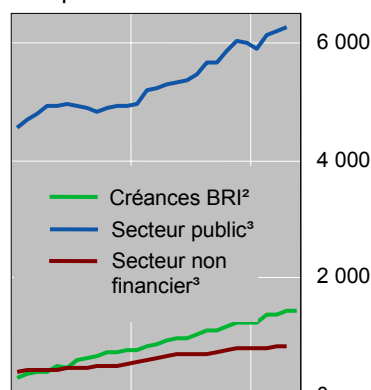
On observe une hausse analogue, quoique de moindre ampleur, dans le segment du dollar EU, où les banques déclarantes se sont principalement portées sur les signatures américaines, ce qui contribue au financement du

...et le creusement du déficit extérieur des États-Unis

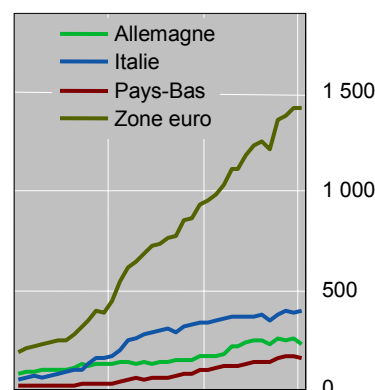
Créances nettes¹ sous forme de titres de dette en euros sur le secteur non bancaire de la zone euro

En milliards de dollars EU

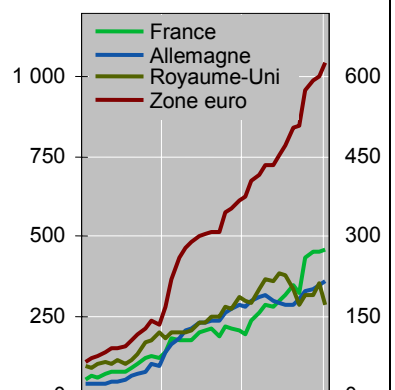
Encours et créances des banques déclarantes



Par pays d'émission



Par pays déclarant



1997 2000 2003

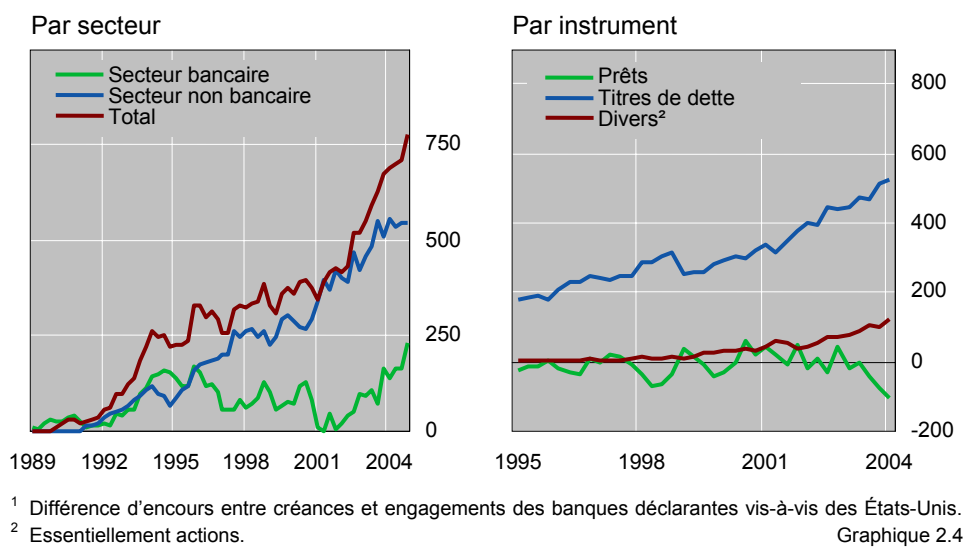
1995 1998 2001 2004

1995 1998 2001 2004

¹ Différence d'encours entre créances et engagements sous forme de titres de dette. ² Encours des banques déclarantes vis-à-vis de la zone euro, à cours de change constants (2004 T4). ³ Encours des titres émis par le secteur public/le secteur non financier de la zone euro, jusqu'à 2004 T3, à cours de change constants (2004 T4). Source : BCE, *Bulletin mensuel*. Graphique 2.3

Créances nettes¹ en dollars EU sur le secteur non bancaire aux États-Unis

En milliards de dollars EU



déficit extérieur croissant du pays. Les créances nettes des banques déclarantes vis-à-vis des États-Unis (tous secteurs confondus) dépassent maintenant \$800 milliards, alors qu'elles étaient quasiment nulles en 1991 (graphique 2.4). Le secteur bancaire américain reste emprunteur net, à un niveau qui ne varie guère depuis 1994. Par contre, les créances nettes sur les agents non bancaires aux États-Unis ont progressé, pour s'inscrire à \$637 milliards, contre \$359 milliards à mi-2002 et \$194 milliards à fin 1995.

Les rapatriements de dépôts alimentent les apports aux économies émergentes

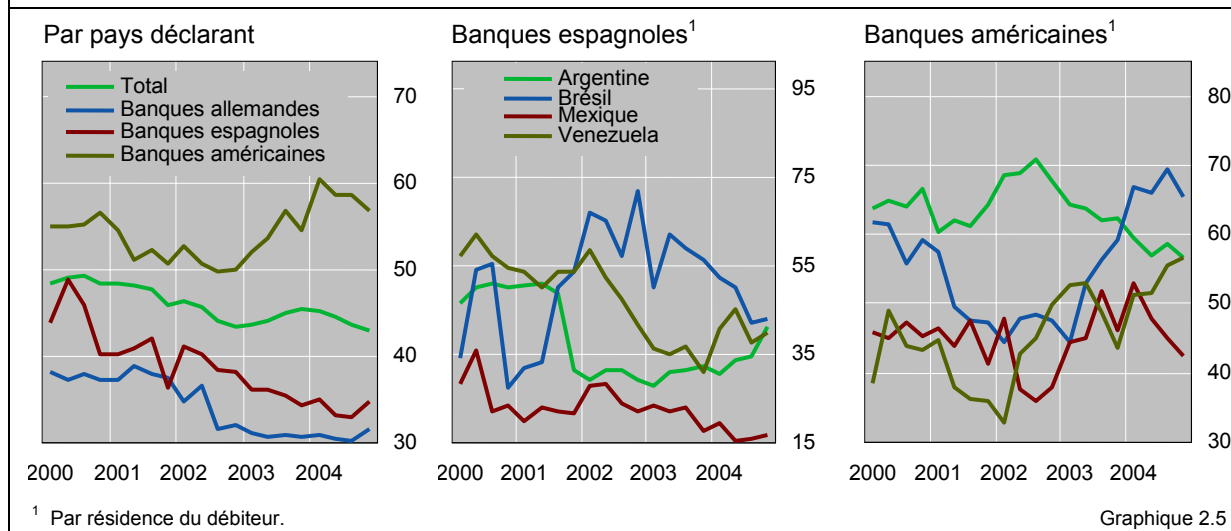
Les entrées nettes dans les économies émergentes recouvrent des différences régionales marquées. C'est la région Asie et Pacifique qui affiche la plus forte hausse, avec une progression des créances sur tous les secteurs et des rapatriements massifs de fonds par les banques en Chine et en Corée. Les créances sur le secteur non bancaire dans les nouveaux membres de l'UE et en Russie ont crû davantage que leurs apports, d'où des entrées nettes en Europe émergente également. En revanche, l'Amérique latine a enregistré des sorties nettes pour le onzième trimestre consécutif, cette fois en raison d'un repli des créances et de dépôts substantiels.

Tendance à la baisse des prêts à court terme à l'Amérique latine

Les sorties nettes d'Amérique latine (\$9 milliards) résultent surtout de l'accroissement relativement important des dépôts (\$7 milliards), qui a porté le

Créances internationales à court terme consolidées sur l'Amérique latine

En % du total des créances internationales



total des engagements vis-à-vis de la région à \$289 milliards³. Par ailleurs, les banques déclarantes ont, pour le troisième trimestre consécutif, réduit leurs créances sur la région (cette fois, de \$2 milliards), ainsi ramenées à 22 % du total pour les économies émergentes, contre 27 % un an auparavant.

Depuis 2000, la part des crédits à court terme à la région est orientée à la baisse (graphique 2.5). Manifeste dans plusieurs pays débiteurs, la tendance est surtout évidente vis-à-vis de l'Argentine. Selon les statistiques consolidées BRI, qui fournissent une ventilation par échéance, l'encours des créances *internationales* sur la région s'est contracté de \$69 milliards depuis fin 2000, et près de la moitié de cette érosion est attribuable à une diminution des prêts à court terme aux résidents d'Argentine⁴. Les créances à court terme ne représentent plus que 43 % des créances internationales sur la région, contre 45 % un an auparavant et 48 % fin 2000⁵.

Recul des prêts à court terme à l'Amérique latine

³ Ce sont les banques sises aux États-Unis qui ont reçu les plus gros montants des résidents d'Amérique latine : Mexique (\$1,6 milliard) et Venezuela (\$1,3 milliard), par exemple.

⁴ Dans les statistiques consolidées BRI, les « créances étrangères » regroupent les « créances internationales » (créances transfrontières en toutes monnaies plus créances locales en devises) et les « créances en monnaie locale accordées localement ». Il existe une ventilation par échéance pour les créances internationales, mais pas pour les créances en monnaie locale, qui ont représenté 58 % des créances étrangères des banques déclarantes sur l'Amérique latine (contre 52 % un an auparavant).

⁵ Le repli des créances internationales depuis fin 2000 correspond à une progression plus ou moins équivalente des créances en monnaie locale sur la région (\$72 milliards), qui concerne surtout le Mexique. Les créances étrangères sur la région (sur la base de l'emprunteur direct) n'ont guère évolué depuis fin 2000 (\$519 milliards à fin 2004) ; après s'être repliées entre fin 2001 et septembre 2002, elles affichent une tendance haussière.

Présence des banques étrangères sur les marchés nationaux du crédit

Deux décennies d'intégration financière ont accru la participation des banques étrangères sur les marchés nationaux du crédit, mais des imprécisions dans la collecte empêchent une mesure exacte du phénomène. Néanmoins, les statistiques bancaires internationales BRI, complétées par les données FMI sur le crédit consenti localement, fournissent une estimation du total des prêts aux résidents non bancaires des grands pays industrialisés. La participation des banques étrangères sur les marchés nationaux peut être mesurée par trois indicateurs simples. Malgré leur imperfection, leur association donne une image assez homogène de la situation dans les économies développées : pour résumer, les banques étrangères sont de plus en plus présentes sur les marchés nationaux – davantage aux États-Unis et au Royaume-Uni que dans la zone euro et au Japon.

Indicateurs de la présence des banques étrangères

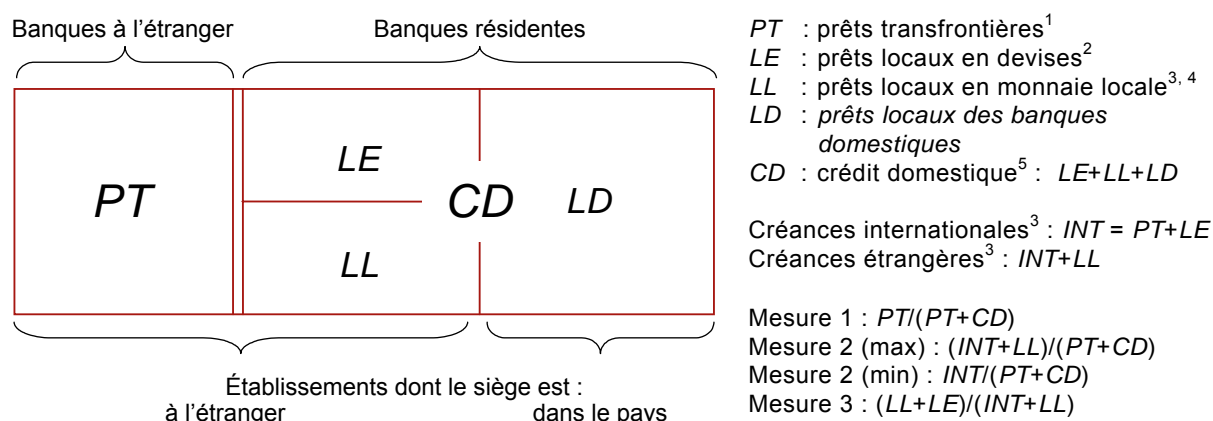
L'objectif est d'estimer le rôle des établissements étrangers dans le financement des résidents non bancaires. Le dénominateur du ratio, crédit total aux emprunteurs non bancaires, correspond au grand rectangle de la figure ci-dessous et représente la somme **PT**, prêts transfrontières consentis directement de l'étranger (statistiques territoriales BRI) + **CD**, crédits domestiques accordés par des établissements résidents (statistiques financières FMI).

Le numérateur, crédit total des banques étrangères aux résidents non bancaires (estimation), pose quelques problèmes. Il est égal à la somme des crédits transfrontières (**PT**) et des crédits accordés, en monnaie locale (**LL**) et en devises (**LE**), par les implantations locales de banques étrangères. Malheureusement, la ventilation sectorielle incomplète des données **LL** empêche de calculer cette somme avec précision. Deux autres méthodes de calcul sont néanmoins possibles.

La mesure 1 évalue la proportion du crédit bancaire aux résidents non bancaires obtenu directement de l'étranger : $PT/(PT+CD)$. D'une part, elle sous-estime le rôle des établissements étrangers en ne tenant pas compte des prêts de leurs implantations locales. D'autre part, elle le surestime, car les banques nationales peuvent accorder d'importants crédits transfrontières aux résidents non bancaires par l'intermédiaire de leurs bureaux à l'étranger – opérations de « carrousel », typiques des banques japonaises jusqu'à la fin des années 90.

La mesure 2 combine les statistiques consolidées BRI et les données FMI sur le crédit consenti localement par les banques étrangères ; les sources sont imparfaites, mais elles délimitent une fourchette. Mesure 2 (max) = $(INT+LL)/(PT+CD)$: les créances locales en monnaie locale (**LL**) s'ajoutent aux créances internationales (**INT**), c'est-à-dire créances transfrontières plus créances locales en devises^①. À noter que **LL**, non ventilé par secteur emprunteur, inclut les prêts aux

Marché national du crédit bancaire

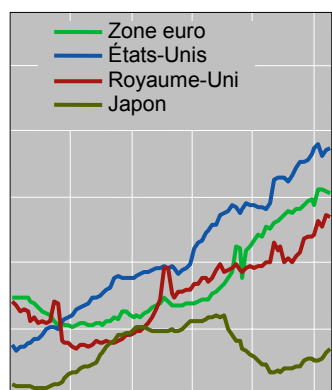


¹ Statistiques bancaires territoriales BRI. ² Statistiques bancaires territoriales BRI par nationalité du prêteur. ³ Statistiques bancaires consolidées BRI. ⁴ Sans ventilation par secteur emprunteur. ⁵ FMI, *Statistiques financières internationales*.

① Méthode suggérée par R. N. McCauley, J. S. Ruud et P. D. Wooldridge, « Mondialisation de l'activité bancaire », *Rapport trimestriel BRI*, mars 2002.

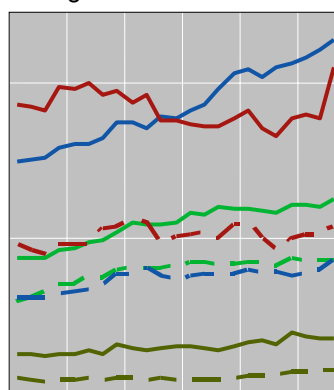
Présence des banques étrangères sur les marchés nationaux du crédit¹

Mesure 1 : prêts transfrontières²



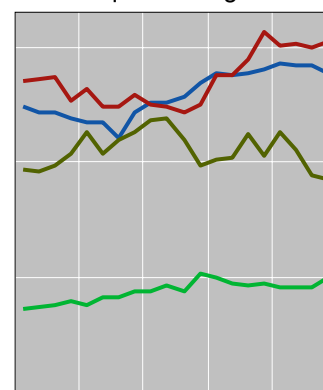
1983 1987 1991 1995 1999 2003

Mesure 2 : prêts étrangers³



1999 2000 2001 2002 2003 2004

Mesure 3 : prêts locaux des banques étrangères⁴



2000 2001 2002 2003 2004

¹ Par pays de l'emprunteur. ² En % du total des crédits aux résidents non bancaires : mesure 1 = $PT/(PT+CD)$. ³ Prêts étrangers consolidés, en % du crédit total aux résidents non bancaires ; lignes discontinues : mesure 2 (min) = $INT/(PT+CD)$; lignes continues : mesure 2 (max) = $(INT+LL)/(PT+CD)$. ⁴ En % du total des prêts étrangers aux résidents bancaires et non bancaires : mesure 3 = $(LL+LE)/(INT+LL)$.

banques (mais pas les créances bancaires intragroupes). Mesure 2 (min) = $INT/(PT+CD)$: ce serait la valeur exacte si LL ne comprenait que des créances interbancaires.

Une troisième mesure s'appuie uniquement sur les statistiques bancaires internationales BRI, qui couvrent les emprunteurs bancaires et non bancaires et qui, pour LL , identifient le pays d'origine des implantations locales. Égale à $(LL+LE)/(INT+LL)$, elle prend en compte tous les prêts (en devises et en monnaie locale) des implantations locales des établissements étrangers.

Présence des banques étrangères dans les grands pays industrialisés

L'application de ces trois mesures aux États-Unis, au Royaume-Uni, au Japon et à la zone euro révèle que les banques étrangères sont de plus en plus présentes sur les marchés nationaux depuis deux décennies. Selon la mesure 1, les créances transfrontières atteignent 13,5 % du total des crédits dans les 15 économies industrialisées au dernier trimestre, contre 10 % fin 2001 et 4 % en 1987. Ainsi, les statistiques purement domestiques du FMI recensent moins de 87 % du crédit total aux résidents non bancaires des principaux pays industrialisés.

Si l'on ajoute les prêts locaux, la présence des banques étrangères augmente. La mesure 2 (min), qui tient compte de leurs prêts locaux en devises, ajoute en moyenne 1 point de pourcentage à la mesure 1, tout en conservant la tendance haussière. La mesure 2 (max), qui comptabilise tous les prêts locaux en devises (pas forcément accordés à des agents non bancaires), double presque le résultat. Enfin, la mesure 3 montre que les prêts locaux représentaient 40 % du total des crédits totaux des banques étrangères à l'ensemble des secteurs à fin 2004, contre 35 % début 2000².

Ces résultats globaux recouvrent des différences substantielles entre pays. Selon la mesure 1, l'activité bancaire transfrontière est plus forte aux États-Unis (19 % du crédit total aux résidents non bancaires) que dans la zone euro et au Royaume-Uni depuis 1987 T2 (graphique, cadre de gauche). Dans la zone euro, les prêts transfrontières, en nette hausse depuis l'avènement de la monnaie unique, proviennent essentiellement de la zone elle-même (63 % de l'activité transfrontière au dernier trimestre, contre 40 % fin 1983). Le Japon présente une situation particulière : l'activité transfrontière correspond à moins de 5 % du total des crédits aux résidents non bancaires. La valeur plus élevée dans les années 90 résultait en partie des opérations de carrousel des banques domestiques accordant des prêts aux résidents par l'intermédiaire des places franches ; par conséquent, elle surestime les prêts transfrontières des établissements étrangers.

² Le chapitre fait état, par ailleurs, d'une tendance similaire en Europe émergente et en Amérique latine.

L'analyse des prêts locaux des banques étrangères révèle des différences prononcées entre les marchés américains et britanniques, d'une part, et européens, d'autre part. Les mesures 2 et 3 montrent que ces prêts locaux représentent une part substantielle du crédit étranger total aux résidents non bancaires du Royaume-Uni : 19 % au minimum selon la mesure 2 (min) depuis fin mars 2000, soit beaucoup plus que les 11 % donnés par la mesure 1, qui ne considère que le crédit originaire de l'étranger. De même, aux États-Unis, les implantations locales semblent tenir une place majeure (sans toutefois que l'on sache quelle proportion de ces prêts va au secteur non bancaire) : les mesures 2 (min) et (max) définissent une fourchette moyenne de 22 points de pourcentage depuis mi-1999⁶. C'est dans la zone euro que les prêts locaux (à l'ensemble des emprunteurs) sont le moins importants, avec une part stable, mais de seulement 20 % au dernier trimestre, d'après la mesure 3.

⁶ Les statistiques bancaires internationales des États-Unis ne permettent pas de distinguer créances locales en devises (*LE*) et créances locales en monnaie locale (*LL*). Elles regroupent l'ensemble sous *LL*. Ainsi, les prêts aux résidents non bancaires sont estimés par défaut avec la mesure 2 (min) et par excès avec la mesure 2 (max).

Principaux créanciers bancaires de la région, les établissements américains et espagnols alimentent ce mouvement, avec des différences dans leurs schémas de prêt. Depuis 2000, ils se détournent progressivement de l'Argentine au profit du Mexique⁶. Globalement, les établissements espagnols délaissent les prêts à court terme, ce qui explique le repli de cette catégorie pour l'Argentine et une augmentation (relative) du long terme pour le Brésil, le Mexique et le Venezuela depuis 2002 (graphique 2.5, cadre du milieu). À l'inverse, les banques des États-Unis ont privilégié le court terme pendant une grande partie de cette période, malgré la réduction à l'égard de l'Argentine (graphique 2.5, cadre de droite)⁷.

Europe émergente : prêts aux nouveaux États membres de l'UE

Pour l'Europe émergente, le bond des créances (+\$25 milliards), notamment en faveur des nouveaux membres de l'UE et de la Russie, a conduit à un deuxième trimestre consécutif d'apports nets. À fin 2004, l'encours atteignait \$318 milliards, soit 27 % du total des créances sur les économies émergentes, contre 25 % au trimestre précédent et 24 % un an auparavant. L'accroissement concomitant des dépôts a réduit les apports nets à \$6,5 milliards.

Les nouveaux membres de l'UE ont absorbé un peu moins de la moitié de la hausse des créances (le reste allant pour l'essentiel à la Russie), les banques en Allemagne, en Autriche et aux Pays-Bas y contribuant à hauteur de \$11 milliards. Pour plus de \$4 milliards, le financement a consisté en achats de titres de dette, émis en particulier par des signatures hongroises et polonaises. Les créances sur la Russie – prêts aux agents bancaires et non

⁶ Pour les banques espagnoles, les créances internationales, qui allaient pour 40 % à l'Argentine au deuxième trimestre 2000, sont retombées à 12 %. Dans le même temps, la part du Mexique est passée de 18 % à 48 %.

⁷ L'encours des créances internationales des banques américaines sur le Brésil, la Colombie et le Venezuela recule depuis fin 2000. Pour l'Argentine, il est passé de 19 % du total international sur la région à 5 % sur la même période, tandis que, pour le Mexique, il a fait un bond de 27 % à 46 % au premier trimestre 2004, avant de retomber à 40 %.

Flux transfrontières des banques avec les économies émergentes

Variation d'encours, hors effets de change ; en milliards de dollars EU

	Positions ¹	2002	2003	2003	2004				Encours à fin déc. 2004
		Année	Année	T4	T1	T2	T3	T4	
Total ²	Créances	-37,0	64,9	14,7	67,9	26,3	-0,9	35,4	1 180,2
	Engagements	-45,9	72,1	43,1	107,2	20,9	50,0	19,8	1 457,0
Afrique du Sud	Créances	-0,4	-1,2	-0,7	-0,1	0,5	-0,3	0,2	19,7
	Engagements	2,7	9,7	2,8	3,9	1,6	0,7	0,5	39,8
Argentine	Créances	-11,8	-8,5	-2,1	-2,6	-1,1	-1,1	-0,4	18,9
	Engagements	0,0	-0,8	0,7	0,3	0,1	-0,2	-0,6	24,8
Brésil	Créances	-11,2	-7,2	-9,1	1,8	-4,0	-2,9	-2,2	77,3
	Engagements	-8,0	14,4	-3,4	5,0	-3,6	-7,0	0,9	53,2
Chine	Créances	-12,4	13,5	-1,0	13,9	10,0	-3,0	2,4	86,7
	Engagements	-3,6	-6,4	1,8	21,6	20,5	-2,6	-14,3	116,4
Corée	Créances	8,2	-1,0	0,1	14,3	-8,5	0,8	5,5	91,0
	Engagements	0,5	7,3	12,1	21,7	-4,8	2,8	-6,3	54,3
Indonésie	Créances	-6,0	-4,6	-0,8	0,3	-0,9	0,2	0,7	30,3
	Engagements	-2,4	0,2	0,3	-0,2	-1,3	-0,1	-0,6	10,4
Mexique	Créances	3,1	-0,8	-0,9	7,5	-0,6	-8,0	0,4	65,2
	Engagements	-11,4	6,2	-0,1	4,0	-0,7	-6,2	-1,8	58,1
Pologne	Créances	2,9	3,3	0,4	2,4	2,0	1,6	-0,2	41,8
	Engagements	-3,1	-0,1	1,2	3,0	3,9	-0,2	4,5	31,1
République tchèque	Créances	2,3	3,7	1,7	-1,7	0,8	0,4	3,1	24,1
	Engagements	-3,7	-2,4	-0,9	-2,6	2,5	-0,6	1,5	11,4
Russie	Créances	3,6	12,1	5,8	3,4	-0,3	-1,8	7,6	62,3
	Engagements	9,6	16,2	7,9	5,0	7,8	5,5	5,4	83,8
Thaïlande	Créances	-5,0	-1,6	-1,6	-1,0	-0,4	1,7	-0,1	19,5
	Engagements	-4,6	5,7	3,2	-1,5	1,2	1,7	0,9	20,8
Turquie	Créances	-2,8	5,3	0,1	4,1	3,4	0,0	1,3	55,0
	Engagements	0,0	-0,4	0,9	2,9	0,9	1,1	1,9	28,2
Nouveaux membres EU ³	Créances	9,2	20,9	8,5	3,9	6,6	8,4	11,5	160,8
	Engagements	-5,9	-0,5	0,8	3,2	4,8	0,1	9,4	82,4
Membres OPEP	Créances	-9,9	-6,5	2,0	9,2	1,7	5,0	5,2	156,1
	Engagements	-8,8	-15,1	12,2	16,5	-1,7	24,2	-5,3	291,8

¹ Positions de bilan envers l'étranger des banques déclarantes. Engagements : essentiellement dépôts. Une augmentation des créances (engagements) représente des flux à destination (en provenance) des économies émergentes. ² Ensemble des économies émergentes. Pays non cités : se reporter aux tableaux 6 et 7 de l'Annexe statistique. ³ Chypre, Estonie, Hongrie, Lettonie, Lituanie, Malte, Pologne, République tchèque, Slovaquie et Slovénie. Tableau 2.2

bancaires venant principalement des banques au Royaume-Uni et en Allemagne – ont connu leur plus forte progression trimestrielle jamais enregistrée (+\$8 milliards).

Les banques de la région (notamment de Russie, de Pologne, de République tchèque et de Hongrie) ont continué de renforcer leurs dépôts (\$19 milliards). Ceux des établissements russes (\$5 milliards, libellés

Les dépôts proviennent surtout des banques centrales

principalement en dollars et euros) ont coïncidé avec un bond de 32 % des réserves officielles du pays (à \$121 milliards). On estime que 38 % de ces avoirs ont été placés sur des comptes à l'étranger, ce qui permet de supposer que près des deux tiers des dépôts (\$75 milliards) auprès de banques déclarantes proviennent de la banque centrale⁸.

Deux tendances pour les prêts à l'Europe émergente ces dix dernières années :

Le renforcement des créances sur les économies émergentes d'Europe masque deux tendances longues divergentes. Selon les statistiques bancaires consolidées BRI, les créances étrangères (transfrontières et locales) sur ces pays ont été multipliées par 4,6 depuis mi-1994, pour s'inscrire à \$545 milliards fin 2004. Cette hausse est attribuable à hauteur de 77 % aux nouveaux membres de l'UE (Pologne, Hongrie et République tchèque, principalement). Pour la Russie et la Turquie, en revanche, après une progression pratiquement constante durant les années 90, l'exposition des banques déclarantes a plongé après les crises financières locales (graphique 2.6, cadre de gauche)⁹. Ces quatre dernières années, l'encours des créances étrangères a évolué de manière très similaire pour ces deux pays, avec un léger redressement depuis le creux de 2002, mais représente actuellement 22 % seulement du total de la région, contre 54 % fin 1994.

...d'une part, les nouveaux membres de l'UE, d'autre part, la Russie et la Turquie

Cette redistribution géographique se reflète dans l'évolution des échéances et du pourcentage de prêts étrangers consentis sur place. Début 2000, la part des créances à court terme (échéance résiduelle d'un an maximum) était égale, pour ces deux groupes de pays, à quelque 40 % (graphique 2.6, cadre du milieu). Mais, depuis, elle s'est élevée d'environ 10 points de pourcentage pour la Russie et la Turquie, tandis qu'elle reculait d'autant pour les nouveaux membres de l'UE. Parallèlement, le pourcentage des créances locales libellées en monnaie locale par rapport au total des créances étrangères a progressé pour les nouveaux membres, avant de se stabiliser juste en dessous de 50 % depuis mi-2001 (graphique 2.6, cadre de droite), alors que pratiquement tous les crédits étrangers à la Russie et à la Turquie restent transfrontières et en devises¹⁰.

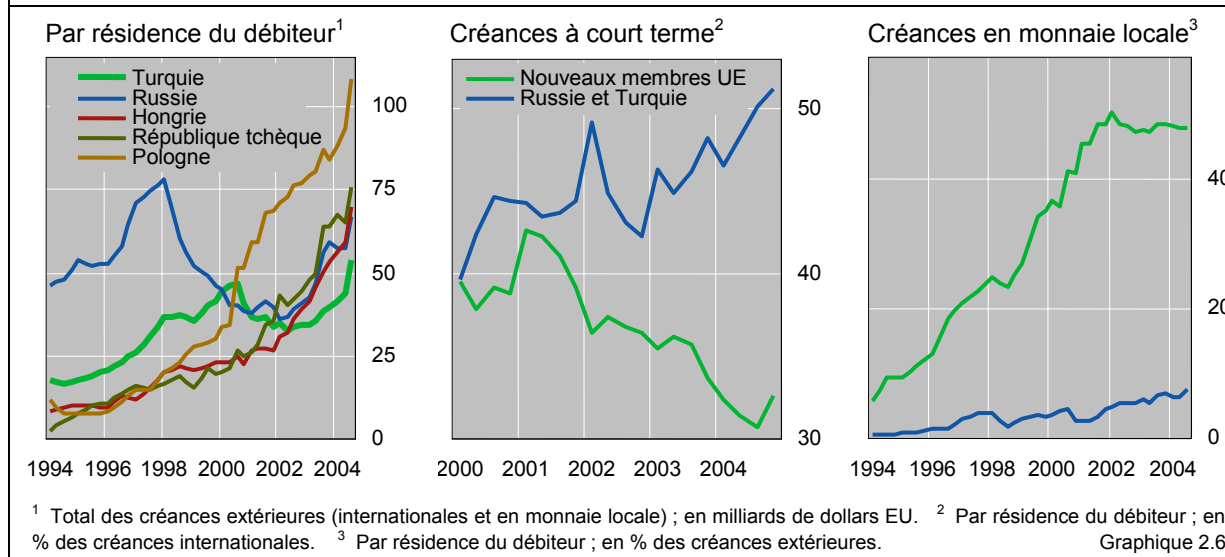
La Russie et la Turquie, malgré les similitudes, présentent des différences. En deux ans, la Russie a doublé son excédent des paiements courants. Elle reste prêteur net au système bancaire international (\$22 milliards fin 2004). En revanche, sur la même période, la Turquie, débiteur net depuis fin 1996, a vu son déficit courant se creuser fortement. De ce fait, depuis mi-2002, les créances sur la Russie sont davantage à long terme et progressent plus rapidement que celles sur la Turquie.

⁸ Cette estimation repose sur les chiffres des réserves officielles et des dépôts bancaires à l'étranger de la Russie à fin janvier 2005, communiqués par la Banque centrale de la Fédération de Russie.

⁹ Depuis 1994, l'exposition à la Russie, à la Turquie et aux nouveaux membres de l'UE représente généralement plus de 85 % des créances sur l'Europe émergente.

¹⁰ Les principaux prêteurs de l'Europe émergente (banques allemandes, françaises, italiennes et belges) ont tous réorganisé leurs créances sur la région de manière analogue. De plus, les banques sises en Allemagne, qui représentent actuellement 30 % des prêts étrangers à l'Europe émergente, ont transféré à des garants non bancaires 36 % de leur encours sur la Russie et la Turquie. Ce transfert de risque n'existait quasiment pas en 1999.

Créances consolidées sur l'Europe émergente



Les banques en Chine et en Corée rapatrient leurs dépôts

Les entrées nettes dans la région Asie et Pacifique, malgré des sorties de capitaux et des excédents courants, s'expliquent essentiellement par le rapatriement de fonds par plusieurs gros débiteurs. Globalement, les dépôts des établissements bancaires de la région ont reculé (-\$10 milliards) pour la première fois en six trimestres, avec des retraits massifs de Chine et de Corée et en dépit des apports des banques en Malaysia, à Taïwan (Chine)¹¹ et, dans une moindre mesure, en Inde. Dans certains cas, ce mouvement semble correspondre à des opérations de la banque centrale. Peu de prêts ayant été accordés, la progression des créances (\$8 milliards) est principalement due à des achats de titres de dette et d'actions. À \$404 milliards fin 2004, le total des créances sur la région Asie et Pacifique représente 34 % du total des économies émergentes (contre 35 % au trimestre précédent).

Ce sont les banques en Chine qui ont le plus réduit leurs dépôts (-\$16 milliards), principalement dans les places franches, aux États-Unis et au Royaume-Uni (graphique 2.7, cadre de gauche). Suite au renforcement des restrictions, en juillet 2004, sur les emprunts en devises à l'extérieur des banques étrangères opérant en Chine, ces établissements ont peut-être rapatrié des fonds pour répondre à la demande locale de prêts en dollars. Les dépôts des secteurs bancaire et non bancaire en Chine sont tombés à \$116 milliards, soit 25 % du total de la région. La ventilation par monnaie des dépôts rapatriés par les banques en Chine étant très proche de leur encours, la part estimée du dollar (à 67 %) et des autres monnaies n'a pas varié¹².

Les banques en Chine et en Corée tirent sur leurs dépôts...

¹¹ Ci-après Taïwan.

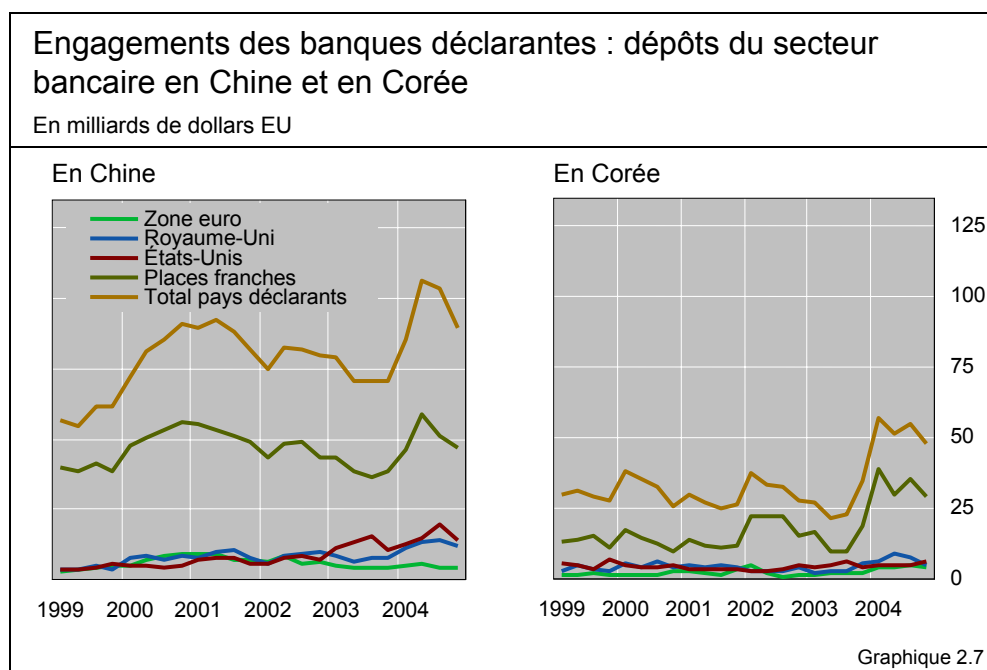
¹² Voir note suivante.

Les banques en Corée ont, de leur côté, réduit de \$7 milliards leurs dépôts dans les places franches et de \$3 milliards ceux au Royaume-Uni (graphique 2.7, cadre de droite). Dans le même temps, elles ont renforcé de respectivement \$1 milliard et \$2 milliards leurs avoirs aux États-Unis et en Suisse ; la part estimée du dollar dans leurs dépôts a ainsi été portée à 89 %, contre 78 % au trimestre précédent¹³. Au total, les dépôts des établissements en Corée dans les banques déclarantes sont tombés à \$48 milliards – dont 51 % représenteraient des réserves de change¹⁴.

Contrairement à la Chine et à la Corée, les banques en Malaysia ont intensifié leurs dépôts. Ainsi, l'encours des réserves de change placées auprès des banques à l'étranger par la banque centrale de Malaysia est passé de \$6 milliards à \$15 milliards. Ce phénomène a contribué à la hausse de \$5 milliards des engagements des banques déclarantes vis-à-vis du secteur bancaire de Malaysia, avec une augmentation des dépôts libellés en dollars au Royaume-Uni, dans la zone euro et dans les places franches (graphique 2.8, cadre de gauche). En conséquence, de 63 % à fin septembre, la part estimée du dollar a grimpé à 69 %¹⁵.

Les banques à Taïwan et en Inde ont, elles aussi, déposé des fonds à l'étranger. Pour Taïwan, la hausse de \$6 milliards des dépôts des banques, parallèlement au gonflement des réserves de change (+\$9 milliards), a accru

...tandis que celles en Malaysia, à Taïwan et en Inde les renforcent

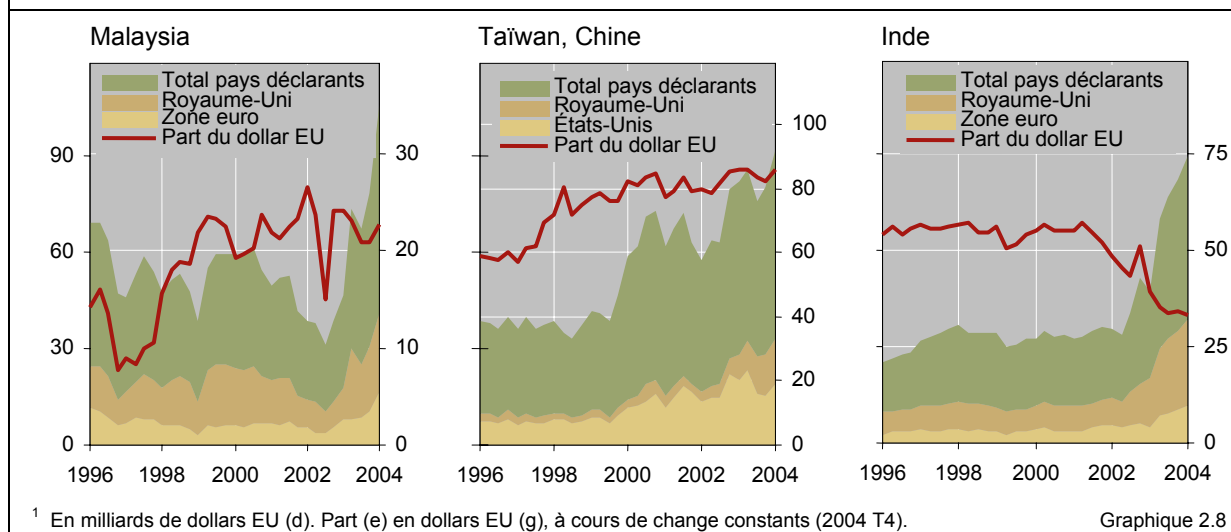


¹³ Ces estimations doivent être interprétées avec prudence, car 51 %/59 % des dépôts des banques en Chine/en Corée sont placés dans des pays déclarants qui ne transmettent pas de chiffres ventilés par monnaie. Pour plus de détails, voir le chapitre « Marché bancaire » du *Rapport trimestriel BRI* de mars 2005.

¹⁴ Cette estimation repose sur les chiffres, publiés fin janvier 2005, des réserves de change coréennes déposées à l'étranger (\$25 milliards).

¹⁵ Voir note suivante.

Engagements des banques déclarantes : dépôts du secteur bancaire dans des pays sélectionnés¹



de \$59 milliards le total des engagements envers les banques (graphique 2.8, cadre du milieu). Pour l'Inde, les banques ont déposé \$1,5 milliard en livres sterling dans des établissements au Royaume-Uni et dans la zone euro, portant à \$42 milliards le total des engagements vis-à-vis du secteur bancaire (graphique 2.8, cadre de droite). À 41 %, la part estimée du dollar EU est restée relativement stable par rapport aux deux trimestres précédents¹⁶. Ces dépôts semblent en partie résulter de l'activité de la banque centrale. Les réserves de change de l'Inde en dépôt à l'étranger se sont établies à \$35 milliards en fin d'année, soit 83 % du total des dépôts du secteur bancaire du pays (après \$32 milliards à fin septembre).

¹⁶ Une part relativement faible des dépôts effectués par les banques en Malaysia et en Inde (12 % dans chaque cas) est placée dans des pays déclarants qui ne transmettent pas de chiffres ventilés par monnaie. La part correspondante pour les banques à Taiwan est de 32 %.

Crédits consortiaux internationaux au premier trimestre 2005

Blaise Gadanecz

Après un record au dernier trimestre 2004, les signatures de facilités consortiales se sont modérées, avec un volume de \$421 milliards, en forte hausse d'une année sur l'autre, cependant. Sur une base cvs (le premier trimestre est habituellement peu animé), les prêts ont augmenté de 6 %, grâce à des opérations de refinancement et à des fusions.

Les bonnes conditions de financement se sont maintenues pour les emprunteurs des pays industrialisés. Tandis que la prime moyenne a très légèrement augmenté par rapport au Libor pour les facilités américaines, elle a diminué par rapport à Euribor pour les montages européens. L'échéance moyenne a continué de s'allonger, alors que le pourcentage de facilités assorties de sûretés est demeuré faible, à 9 %. L'activité est restée dominée par les refinancements en Europe occidentale et par les opérations liées à des fusions aux États-Unis et en Europe. Les plus gros prêts sont allés à des emprunteurs européens : Telecom Italia (€12 milliards en plusieurs tranches), pour financer une fusion ; Électricité de France et Sanofi-Aventis (€8 milliards chacun), pour se refinancer et soutenir une émission de billets de trésorerie. Malgré l'avertissement sur résultats et le déclassement sans surprise de General Motors, le secteur automobile a été relativement favorisé : la chute sur le trimestre masque une forte croissance annuelle.

Il apparaît que les banques souhaitent s'engager davantage dans les crédits consortiaux. Ces deux dernières années, en effet, le montant moyen fourni par chaque membre de consortium a augmenté (passant de \$30 millions à \$50 millions) et la fonction d'arrangeur principal (qui procure des rendements plus élevés, sous forme de commissions) a été de plus en plus briguée. Le ratio arrangeurs principaux/bailleurs de fonds par emprunt s'est accru, atteignant un record historique de 0,6 au premier trimestre 2005, encore que cela puisse aussi refléter une « inflation » des titres attribués aux membres des consortiums.

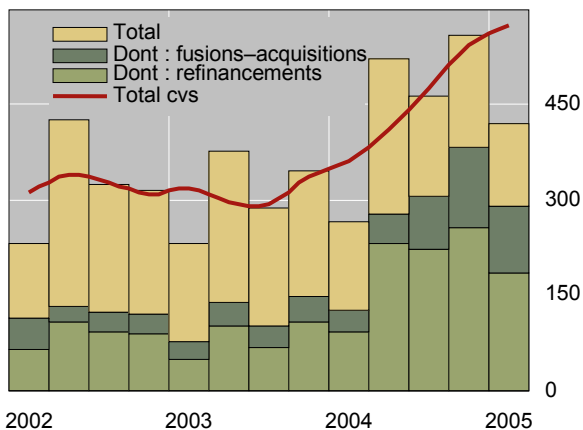
Avec \$29 milliards, les prêts aux économies émergentes sont en repli sur le trimestre mais en hausse d'une année sur l'autre. En Asie, \$9,5 milliards ont été accordés à des emprunteurs coréens, en particulier dans la banque, le commerce de détail et les transports. Le groupe Afrique et Moyen-Orient a reçu un montant record (\$9 milliards), au bénéfice de l'Afrique du Sud (pour un organisme public et, à des fins de refinancement, des mines d'or et de diamant). Une compagnie pétrolière mexicaine a renouvelé plus de \$4 milliards, ce qui a maintenu à un haut niveau les facilités à destination de l'Amérique latine.

Les montages en faveur de l'Europe de l'Est ont été les plus bas depuis le premier trimestre 2003 (\$3,5 milliards). Ils sont surtout allés à des entreprises russes (télécoms et banques). Les primes sur le Libor des emprunteurs est-européens en général, qui diminuaient depuis début 2003, ont nettement augmenté.

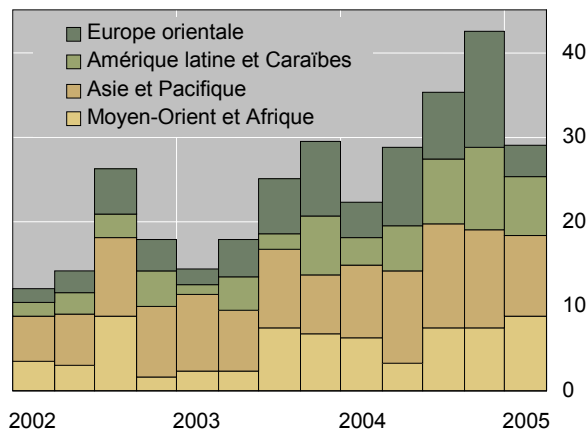
Crédits consortiaux internationaux : facilités conclues

En milliards de dollars EU

Volume



Par résidence de l'emprunteur émergent



Sources : Dealogic Loanware ; BRI.

